

**Unité départementale de la Marne**  
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Parc technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

Reims, le 27 novembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 08/11/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEREOS FRANCE**

Sucrerie  
51230 Fère-Champenoise

**Références :** D1 i 2024-961  
**Code AIOT :** 0005701515

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Sucrerie 51230 Fère-Champenoise. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- Sucrerie 51230 Fère-Champenoise
- Code AIOT : 0005701515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TEREOS France à Connantre est spécialisé dans l'extraction du sucre de la betterave. Il s'agit d'une activité saisonnière qui a lieu en automne/hiver (de septembre à janvier). Les installations fonctionnent alors en continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Suite de la précédente inspections
- Risque foudre
- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations

dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Air	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement d'eau en nappe par forage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1	Sans objet
2	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.3	Sans objet
4	Terres de curage des bassins	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 21	Sans objet
6	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.5	Sans objet
7	Risque Incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.8.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette visite d'inspection, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de laisser un délai supplémentaire à l'exploitant pour résorber la non-conformité électrique récurrente au vu des actions entreprises jusqu'à maintenant pour identifier le défaut. De plus, l'inspection attend les prochains résultats des analyses réalisés sur les rejets atmosphériques de l'établissement et plus particulièrement sur les gaz issus des laveurs A et B afin d'acter ou non la levée de la surveillance sur les paramètres dioxines/furanes et métaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements maximaux autorisés					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
• Eau souterraine : Échéancier des prélèvements maximaux autorisés					
Année	2020	2021	2022	2023	> 2024
Prélèvement maximal autorisé (m³)	370 000	240 000	175 000	140 000	< 50 000
<b>Constats :</b>					
<p>Au 31/10/2024, la consommation en eau de forage s'élève à 189163 m³. L'exploitant projette une consommation d'ici à fin 2024 de 191450 m³. Cette consommation en eau de forage est le résultat de plusieurs facteurs selon l'exploitant. A savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• fin de la campagne betteravière 2023 en janvier 2024,</li><li>• travaux sur les bassins de la sucrerie, notamment en rendant indisponible le bassin d'eau condensée (eau recyclée dans le process en substitution de l'eau de forage),</li><li>• début de la campagne betteravière en septembre 2024.</li></ul> <p>L'exploitant avait informé l'inspection lors de la précédente visite du risque de "sur-consommation" d'eau de forage en 2024, année de transition pour la réalisation de l'augmentation de la capacité de stockage de l'eau condensée. Un porter à connaissance a d'ailleurs été déposé en ce sens en août 2024. En effet celui-ci dispose désormais d'une capacité de stockage en eau condensée de 320 000 m³ au lieu des 153 000 m³ utiles disponibles par le passé, censé pallier en totalité à la consommation d'eau de forage. C'est pourquoi, à partir de 2025, seule une consommation en eau de forage de 50 000 m³ pour des raisons de sécurité est désormais autorisée. Cette année de transition avait été anticipée dans l'arrêté préfectoral de l'établissement.</p> <p>Suite à ces travaux, les prescriptions réglementaires applicables à l'établissement nécessiteront d'être mises à jour et feront l'objet d'une instruction en parallèle de ce rapport.</p>					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

### N° 2 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils exposés aux poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.
Les gaines d'élévateurs seront munies de regard ou de trappes de visite.
Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés.
[...]
En outre les organes mécaniques mobiles susceptibles de s'échauffer sont équipés de capteurs de température. Ces capteurs font l'objet d'une procédure de contrôle et les vérifications périodiquement effectuées sont consignées dans un registre.

[...]

**Constats :**

Les quatre capteurs restants à tester lors de la précédente visite d'inspection ont été contrôlés. Le reste du plan de contrôle prévu et transmis par l'exploitant en 2023, a été respecté au titre de l'année 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises

**Constats :**

Suite à la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de résorber le défaut d'isolement constaté dans les locaux électriques silos et réaliser les mises à jour documentaires nécessaires (caractéristiques des câbles électriques et liste ATEX). L'exploitant a procédé aux actions nécessaires concernant les points listés ci-avant, cependant, le défaut d'isolement constaté n'a pas pu être résorbé à ce stade malgré les actions menées par l'exploitant, à savoir :

- 31/01/2024 : Recherche de défaut (masse sur un transformateur), le défaut disparaît mais réapparition du défaut quelques jours après ;
- février 2024 : Remplacement du CPI mais défaut toujours présent ;
- 16/05/2024 : Commande SOCOMEC pour recherche de défaut, prestation réalisée en août 2024 mais la cause n'a toujours pas été identifiée ;
- 03/09/2024 : Recherche de défaut (fil à fil) par le service électrique Tereos avec arrêt des expéditions, réalisé mais sans succès ;
- 30/10/2024 : Commande passée pour nouvelle prestation par injection de courant sur janvier 2025.

L'inspection propose donc de laisser un délai supplémentaire à l'exploitant afin de finaliser la recherche des causes et ainsi solutionner le défaut.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose donc à monsieur le préfet de laisser un délai complémentaire de 6 mois sur ce point via une lettre de suite préfectorale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Terres de curage des bassins**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des terres de curage

**Prescription contrôlée :**

Le curage des bassins de stockage est réalisé selon une périodicité justifiée par l'exploitant de manière à garantir les volumes utiles des différents bassins de stockage tels que définis à l'article 4.4.2.2 de l'arrêté préfectoral réglementant la sucrerie. Ces terres extraites sont valorisées et normalisées « support de culture » selon la norme NF U44-551. Elles ne sont pas concernées par le plan d'épandage défini ci-dessus.

L'exploitant met en place un suivi de la valorisation des terres de décantation des bassins. Il justifie les volumes et la conformité à la norme NF U44-551 des terres extraites des bassins.

Les justificatifs sont tenus à disposition à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Comme évoqué en observation lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant a transmis par

courriel en date du 12/11/2024, l'instruction mise à jour concernant la gestion des terres de curage issues des bassins. Cette instruction reprend bien les 2 modes de gestion liées à ces terres.

L'inspection n'a pas de remarque sur le sujet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Tableaux des VLE

[...]

Contrôle spécifique - Conduit n°3 Fours à Chaux A et B après laveur de gaz

Durant une période de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant effectue des campagnes d'analyses des rejets des Fours à chaux sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux. Au-delà de cette période, sous réserve des résultats obtenus, l'exploitant peut demander la suppression de cette surveillance après accord de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

L'inspection s'est focalisée sur les résultats de mesure des fours à chaux A et B, suite à la précédente visite d'inspection. Les résultats des analyses menées le 15/11/2023 et réceptionnés par l'exploitant en janvier 2024 montre pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive un dépassement de 110 % de la valeur limite d'émission pour le paramètre poussière.

Malgré les actions menées pendant l'inter-campagne 2023, lors de la campagne 2023 il s'est avéré que les réparations qui avaient été réalisées n'étaient pas suffisantes, notamment sur le laveur à gaz A. Afin de détecter un éventuel dysfonctionnement, l'exploitant a en outre mis en place un suivi de la température en sortie de laveur.

Aussi, il a été décidé de remplacer le laveur de gaz A lors de l'inter-campagne 2024. Le suivi de température ainsi mis en place permet aujourd'hui de valider l'efficacité du nouveau laveur mis en place. Les analyses sur ces laveurs en 2024 (prévues le 18/11/2024) permettront de conforter l'exploitant par rapport à l'efficacité des actions menées. Le remplacement du laveur B est quant à lui à l'étude.

L'inspection ne valide pas à ce stade l'arrêt de la surveillance sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux au vu du dernier dépassement sur le paramètre poussière en sortie des laveurs A et B.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. L'exploitant disposera d'un délai de 3 mois pour transmettre les résultats d'analyses des rejets en sortie des laveurs A et B.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Installations de protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection foudre

**Prescription contrôlée :**

[...]

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une

remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

**Constats :**

L'exploitant a communiqué en amont de la visite d'inspection les 2 derniers rapports de contrôle (vérification visuelle du 16/08/22 et vérification complète du 15/12/2023), ainsi que le rapport d'intervention venant lever les réserves suite à ces vérifications (rapport INDELEC en date du 23/02/24).

L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Risque Incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.8.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme

extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique	Semestrielle
Installation de détection incendie	Annuelle
Installation de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Poteaux Incendie	Annuelle
Colonne sèche	Annuelle

**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection la date de la dernière vérification des moyens incendie de l'établissement. La fréquence de contrôle est respectée pour l'ensemble du matériel. L'exploitant a transmis par courriel en date du 12/11/24, les rapports de contrôle afférents avec les actions à mener.

Le registre contenant les observations recensées en 2023/2024 pourra être consulté lors d'une prochaine inspection afin de s'assurer de l'effectivité des actions correctives mises en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite